

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1967 Nr. 200

A. TITEL

*Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de
Socialistische Republiek Tsjechoslowakije betreffende
het internationale wegvervoer;
Praag, 15 november 1967*

B. TEKST

**Accord entre le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le
Gouvernement de la République socialiste tchécoslovaque sur
les transports routiers internationaux**

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et
le Gouvernement de la République socialiste tchécoslovaque,
tenant compte du désir de réglementer et de faciliter les transports
de voyageurs et de marchandises au moyen de véhicules routiers
commerciaux entre les deux pays et en transit à travers leur territoire,
effectués par des véhicules immatriculés dans leurs pays, ainsi que
les transports entre leurs pays et des pays tiers, effectués par des
véhicules immatriculés dans le pays de l'autre Partie Contractante

sont convenus de ce qui suit:

I. Transport de voyageurs

Article 1

Tous les transports de voyageurs par autobus et autocars entre les
deux pays et en transit à travers leur territoire sont soumis au régime
d'autorisations, sauf ceux qui sont définis à l'article 5.

Article 2

1. Les lignes régulières d'autobus entre les deux pays ou en transit à travers leur territoire sont agréées d'un commun accord par les autorités compétentes des Parties Contractantes.

2. Les autorités compétentes des Parties Contractantes délivrent l'autorisation pour le tronçon de parcours traversant leur territoire, sur la base de réciprocité, sauf dans les cas d'une autre décision des autorités compétentes des Parties Contractantes.

3. Les autorités compétentes des Parties Contractantes arrêteront d'un commun accord les conditions sous lesquelles les autorisations seront délivrées, notamment la durée de validité.

4. La demande d'autorisation doit être accompagnée de la documentation nécessaire (projet d'itinéraire, d'horaire et de tarif, programme d'exploitation annuelle, indication de la date prévue pour le commencement du service). En outre, les autorités compétentes des Parties Contractantes peuvent demander d'autres indications qu'elles jugent utiles.

Article 3

1. La demande d'autorisation prévue à l'article 2, paragraphe 4, doit être présentée aux autorités compétentes du pays où se trouve le siège du demandeur.

2. Les autorités compétentes de chaque Partie Contractante communiquent aux autorités compétentes de l'autre Partie Contractante les demandes d'autorisation, accompagnées de toute la documentation nécessaire.

3. Les demandes d'autorisation doivent être présentées au plus tard deux mois avant la date prévue de la mise en oeuvre des transports.

Article 4

Pour les transports occasionnels de voyageurs par autocars, sauf ceux qui sont indiqués à l'article 5, une autorisation des autorités compétentes de l'autre Partie Contractante est exigée. Ces autorisations sont délivrées par les autorités compétentes de la Partie Contractante du pays où le véhicule est immatriculé. Les mesures nécessaires pour l'application du régime d'autorisations sont convenues entre les autorités compétentes des Parties Contractantes.

Article 5

Les transports occasionnels de voyageurs par autocars ne sont pas soumis au régime d'autorisations dans tous les cas où les mêmes personnes sont transportées par le même véhicule:

a) lors d'un voyage circulaire dont le point de départ et le terminus sont situés sur le territoire du pays d'immatriculation du véhicule ou dans un pays tiers;

b) lors d'un voyage dont le point de départ est situé sur le territoire du pays d'immatriculation du véhicule et le terminus sur le territoire de l'autre Partie Contractante, cela sous la condition que le véhicule revienne dans le pays de son immatriculation — sauf autorisation spéciale — à vide;

c) lors d'un voyage en transit.

II. Transport de marchandises

Article 6

Pour les transports de marchandises entre les deux pays, en transit à travers leur territoire et d'un pays tiers vers leur territoire, une autorisation des autorités compétentes de l'autre Partie Contractante est exigée, sauf dans les cas énumérés à l'article 7. Ces autorisations sont délivrées par les autorités compétentes de la Partie Contractante du pays où le véhicule est immatriculé. Les mesures nécessaires pour l'application du régime d'autorisations sont convenues entre les autorités compétentes des Parties Contractantes.

Article 7

Ne sont pas soumis au régime d'autorisations:

a) les transports de déménagement effectués au moyen de véhicules spécialement aménagés à cet effet;

b) les transports d'objets destinés à des foires, expositions ou démonstrations;

c) les transports de chevaux de course, de véhicules automobiles de course et d'autres accessoires de sport à destination de manifestations sportives;

d) les transports de décors et accessoires de théâtre;

e) les transports d'instruments de musique et de matériel destiné aux enregistrements radiophoniques et aux prises de vues cinématographiques ou de télévision;

f) les transports de marchandises par véhicules automobiles dont la charge utile y compris celle de la remorque, ne dépasse pas 1000 kg;

g) les transports occasionnels de marchandises à destination et en provenance des aéroports, en cas de déviation des services;

h) les transports de bagages par remorques adjointes aux véhicules destinés aux transports de voyageurs et transports de bagages par tous genres de véhicules à destination et en provenance des aéroports;

i) les transports postaux;

j) les transports de véhicules endommagés;

k) les transports d'abeilles et d'alevins;

l) les transports funéraires.

Toutefois, les transports de marchandises prévus aux lettres b) à e) ne sont dispensés du régime d'autorisations que si les objets ou animaux sont importés à titre temporaire.

Article 8

Lors des transports de marchandises pour compte d'autrui effectués en vertu de cet Accord, des lettres de voiture internationales sont à utiliser.

III. Dispositions générales

Article 9

Les autorités compétentes des Parties Contractantes ne délivrent les autorisations pour les transports de voyageurs et les transports de marchandises conformément à cet Accord qu'aux transporteurs qui, selon la législation nationale de leur pays, sont autorisés à effectuer le transport routier international.

Article 10

Le traitement douanier des véhicules et des marchandises est réglé par les dispositions des conventions internationales auxquelles les deux Parties Contractantes sont liées.

Article 11

Sans autorisation spéciale des autorités compétentes de l'autre Partie Contractante ne sont pas permis les transports de voyageurs et ceux de marchandises:

- a) entre deux lieux situés sur le territoire de l'autre Partie Contractante;
- b) du territoire de l'autre Partie Contractante vers le territoire d'un pays tiers.

Article 12

Les autorités compétentes des Parties Contractantes fixent d'un commun accord les modalités concernant l'échange des documents requiés et des données statistiques.

Article 13

En cas d'infraction aux dispositions de cet Accord survenue sur le territoire d'une des Parties Contractantes, les autorités compétentes du pays d'immatriculation du véhicule prennent les mesures prévues dans la législation nationale.

Article 14

Les paiements qui doivent être faits en vertu d'obligations découlant des dispositions de cet Accord, sont réglés conformément à l'Accord de paiement entre les deux pays en vigueur à l'époque du paiement respectif.

Article 15

1. Les transports de voyageurs et ceux de marchandises, effectués par les transporteurs d'une Partie Contractante sur le territoire de l'autre Partie Contractante, conformément aux articles 2, 4, 5, 6 et 7, sont exonérés sur le territoire de l'autre Partie Contractante de tous les taxes et impôts spécifiques les frappant. Les véhicules au moyen desquels lesdits transports se réalisent, sont exonérés sur le territoire de l'autre Partie Contractante de la taxe sur les véhicules automobiles. La délivrance des autorisations pour l'exécution desdits transports est également exonérée de redevances.

2. Les dispositions du paragraphe 1 de cet article ne s'appliquent pas si les autorisations pour le transport de marchandises ne sont pas délivrées sous les conditions fixées à l'article 6. Ces autorisations sont délivrées conformément à la législation nationale de chacune des Parties Contractantes.

Article 16

Les Parties Contractantes se notifient réciproquement qu'elles sont les autorités compétentes à régler les questions relatives à l'application de cet Accord.

Article 17

1. Les Parties Contractantes traiteront, par voie de négociations et consultations, toutes les questions qui pourraient se produire en relation avec l'interprétation et l'exécution de cet Accord.

2. Sur la demande d'une des Parties Contractantes une Commission Mixte composée de représentants des autorités compétentes des Parties Contractantes est constituée à fin de résoudre les questions concernant l'application de cet Accord, notamment:

a) les projets concernant l'établissement des lignes régulières d'autobus;

b) les mesures nécessaires pour l'application des régimes d'autorisations pour les transports de voyageurs et pour les transports de marchandises;

c) les autres questions qui peuvent se produire.

Article 18

La législation nationale des Parties Contractantes notamment en matière de douane, de circulation routière et de l'administration publique, n'est pas atteinte.

Article 19

Cet Accord sera approuvé conformément aux dispositions constitutionnelles en vigueur dans chacun des deux Etats et entrera en vigueur à la date de l'échange de notes par la voie diplomatique, faisant part de cette approbation.

En ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas cet Accord ne s'appliquera qu'au Royaume en Europe.

Cet Accord sera valable un an à partir de la date de son entrée en vigueur et sera prorogé tacitement d'année en année, sauf dénonciation par l'une des Parties Contractantes, six mois avant l'expiration de sa validité.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé cet Accord.

FAIT à Prague, le 15 novembre 1967, en deux exemplaires originaux en langue française.

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas:

(s.) J. LUNS

Pour le Gouvernement de la République socialiste tchécoslovaque:

(s.) INDRA

C. VERTALING

Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en de Regering van de Socialistische Republiek Tsjechoslowakije betreffende het internationale wegvervoer

De Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en
de Regering van de Socialistische Republiek Tsjechoslowakije,

rekening houdende met het verlangen het personen- en goederenvervoer tussen beide landen en in transito over hun grondgebied met in hun land ingeschreven bedrijfsmotorvoertuigen, alsmede het vervoer tussen hun landen en derde landen met voertuigen, ingeschreven in het land van de andere Overeenkomstsluitende Partij, te regelen en te vergemakkelijken,

zijn het volgende overeengekomen:

I. Personenvervoer

Artikel 1

Alle personenvervoer met autobussen tussen beide landen en in transito over hun grondgebied is onderworpen aan een vergunningen-

stelsel, met uitzondering van de categorieën vervoer die in artikel 5 worden omschreven.

Artikel 2

1. De geregelde autobusdiensten tussen beide landen of in transitio over hun grondgebied worden in onderlinge overeenstemming door de bevoegde autoriteiten van de Overeenkomstsluitende Partijen goedgekeurd.

2. De bevoegde autoriteiten van de Overeenkomstsluitende Partijen verlenen de vergunning voor het gedeelte van het traject dat op hun grondgebied is gelegen op basis van wederkerigheid, behoudens in geval van een andere beslissing van de bevoegde autoriteiten van de Overeenkomstsluitende Partijen.

3. De bevoegde autoriteiten van de Overeenkomstsluitende Partijen stellen in onderlinge overeenstemming de voorwaarden vast waaronder de vergunningen worden verleend, in het bijzonder de geldigheidsduur van de vergunningen.

4. De aanvraag om een vergunning dient vergezeld te gaan van de benodigde bescheiden (ontwerp-reisweg, -dienstregeling en -tarief, plan van de jaarlijkse exploitatie, opgave van de datum, waarop men de dienst beoogt aan te vangen). Voorts kunnen de bevoegde autoriteiten van de Overeenkomstsluitende Partijen andere door hen gewenst geachte inlichtingen vragen.

Artikel 3

1. De aanvraag om een vergunning, als bedoeld in artikel 2, lid 4, dient te worden ingediend bij de bevoegde autoriteiten van het land, waar de aanvrager is gevestigd.

2. De bevoegde autoriteiten van elk der Overeenkomstsluitende Partijen zenden aan de bevoegde autoriteiten van de andere Overeenkomstsluitende Partij de aanvragen om een vergunning, met de vereiste bescheiden.

3. De aanvragen om een vergunning dienen uiterlijk twee maanden vóór de aanvang van het vervoer te worden ingediend.

Artikel 4

Voor het ongeregeld reizigersvervoer met autobussen, met uitzondering van de categorieën vervoer genoemd in artikel 5, is een vergunning vereist van de bevoegde autoriteiten van de andere Overeenkomstsluitende Partij. Deze vergunningen worden afgegeven door de bevoegde autoriteiten van de Overeenkomstsluitende Partij van het land waar het voertuig is ingeschreven. De voor de toepassing van het vergunningstelsel nodige maatregelen worden door de bevoegde autoriteiten van de Overeenkomstsluitende Partijen vastgesteld.

Artikel 5

Het ongeregelde reizigersvervoer met autobussen is niet aan het vergunningstelsel onderworpen in alle gevallen waarin dezelfde personen met hetzelfde voertuig worden vervoerd:

- a) tijdens een gesloten rondrit waarvan het begin- en eindpunt is gelegen op het grondgebied van het land waar het voertuig is ingeschreven of in een derde land;
- b) tijdens een rit waarvan het beginpunt is gelegen op het grondgebied van het land waar het voertuig is ingeschreven, en het eindpunt op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij, onder voorwaarde dat, behoudens een bijzondere vergunning, het voertuig ledig terugkeert naar het land van inschrijving;
- c) tijdens transitovervoer.

II. Goederenvervoer

Artikel 6

Voor het goederenvervoer tussen beide landen, in transito over hun grondgebied en vanuit een derde land naar hun grondgebied, is een vergunning van de bevoegde autoriteiten van de andere Overeenkomstsluitende Partij vereist, behalve in de gevallen genoemd in artikel 7. Deze vergunningen worden afgegeven door de bevoegde autoriteiten van de Overeenkomstsluitende Partij van het land waar het voertuig is ingeschreven. De voor de toepassing van het vergunningstelsel nodige maatregelen worden door de bevoegde autoriteiten van de Overeenkomstsluitende Partijen vastgesteld.

Artikel 7

Aan het vergunningstelsel zijn niet onderworpen:

- a) verhuizingen met speciaal daartoe uitgeruste motorvoertuigen;
- b) vervoer van voorwerpen bestemd voor jaarbeurzen, kermissen, tentoonstellingen of demonstraties;
- c) vervoer van renpaarden, racewagens en andere sportrekwisieten bestemd voor sportmanifestaties;
- d) vervoer van décors en toneelrekwisieten;
- e) vervoer van muziekinstrumenten en materieel ten behoeve van radio-, film- en televisie-opnamen;
- f) goederenvervoer met motorvoertuigen waarvan het laadvermogen met inbegrip van dat van de aanhangwagen niet meer dan 1000 kg bedraagt;
- g) incidenteel vervoer van goederen naar en van luchthavens in geval van verlegging van de diensten;

h) vervoer van bagage met aanhangwagens, gekoppeld aan voor reizigersvervoer bestemde voertuigen, en vervoer van bagage van en naar luchthavens met voertuigen van welke aard dan ook;

- i) postvervoer;
- j) vervoer van beschadigde voertuigen;
- k) vervoer van bijen en pootvis;
- l) begrafenisvervoer.

Het vervoer van goederen, bedoeld onder de letters b) tot en met e), is slechts dan vrijgesteld van het vergunningstelsel indien de voorwerpen of dieren tijdelijk worden ingevoerd.

Artikel 8

Bij het verrichten van beroepsgoederenvervoer krachtens deze Overeenkomst dient gebruik te worden gemaakt van internationale vrachtbrieven.

III. Algemene bepalingen

Artikel 9

De bevoegde autoriteiten van de Overeenkomstsluitende Partijen geven de vergunningen voor het vervoer van reizigers en van goederen krachtens deze Overeenkomst slechts af aan vervoerders, die, op grond van de nationale wetgeving van hun land, gerechtigd zijn internationaal wegvervoer te verrichten.

Artikel 10

De douanebehandeling van voertuigen en goederen is onderworpen aan de bepalingen van de internationale overeenkomsten, waaraan beide Overeenkomstsluitende Partijen zijn gebonden.

Artikel 11

Zonder bijzondere vergunning van de bevoegde autoriteiten van de andere Overeenkomstsluitende Partij is het vervoer van reizigers en van goederen niet toegestaan:

- a) tussen twee plaatsen gelegen op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij;
- b) vanuit het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij naar het grondgebied van een derde land.

Artikel 12

De bevoegde autoriteiten van de Overeenkomstsluitende Partijen stellen in onderlinge overeenstemming de wijze vast waarop de uitwisseling van de vereiste documenten en statistische gegevens zal geschieden.

Artikel 13

In geval van overtreding van de bepalingen van deze Overeenkomst op het grondgebied van één van de Overeenkomstsluitende Partijen, nemen de bevoegde autoriteiten van het land, waar het voertuig is ingeschreven, de maatregelen, voorzien in hun nationale wetgeving.

Artikel 14

De betalingen, die moeten worden verricht krachtens de verplichtingen, welke uit de bepalingen van deze Overeenkomst voortvloeien, geschieden overeenkomstig de betalingsovereenkomst, welke op het tijdstip van betaling tussen beide landen van kracht is.

Artikel 15

1. Het vervoer van reizigers en goederen, verricht door de vervoerders van een Overeenkomstsluitende Partij op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij, overeenkomstig de artikelen 2, 4, 5, 6 en 7, is op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij vrijgesteld van alle specifieke vervoersbelastingen. De voertuigen, door middel waarvan dat vervoer wordt verricht, zijn op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij vrijgesteld van de motorrijtuigenbelasting. De afgifte van vergunningen voor het verrichten van het genoemde vervoer is eveneens vrijgesteld van kosten.

2. De bepalingen van het eerste lid van dit artikel zijn niet van toepassing indien de vergunningen voor het vervoer van goederen niet zijn afgegeven onder de voorwaarden, vastgesteld in artikel 6 van deze Overeenkomst. Deze vergunningen worden afgegeven overeenkomstig de nationale wetgeving van elk van de Overeenkomstsluitende Partijen.

Artikel 16

De Overeenkomstsluitende Partijen delen elkaar wederzijds mede, welke autoriteiten bevoegd zijn de vraagstukken met betrekking tot de toepassing van deze Overeenkomst te regelen.

Artikel 17

1. Door middel van onderhandelingen en overleg behandelen de Overeenkomstsluitende Partijen alle vraagstukken die zich kunnen voordoen met betrekking tot de uitleg en uitvoering van deze Overeenkomst.

2. Op verzoek van één van de Overeenkomstsluitende Partijen wordt een Gemengde Commissie ingesteld, bestaande uit afgevaardigden van de bevoegde autoriteiten van de Overeenkomstsluitende Partijen, teneinde de vraagstukken met betrekking tot de toepassing van deze Overeenkomst tot een oplossing te brengen, met name:

- a) de ontwerpen met betrekking tot de vaststelling van geregelde autobusdiensten;
- b) de maatregelen, welke noodzakelijk zijn voor de toepassing van het vergunningstelsel voor het vervoer van reizigers en goederen;
- c) andere vraagstukken, welke zich kunnen voordoen.

Artikel 18

De nationale wetgeving van de Overeenkomstsluitende Partijen, in het bijzonder die inzake douane, wegverkeer en bestuurlijke aangelegenheden, blijft ongewijzigd gehandhaafd.

Artikel 19

De Overeenkomst wordt goedgekeurd overeenkomstig de grondwettelijke bepalingen welke in elk van beide Staten van kracht zijn en treedt in werking op de dag van de wisseling langs diplomatieke weg van nota's waarin van deze goedkeuring melding wordt gemaakt.

Wat betreft het Koninkrijk der Nederlanden is deze Overeenkomst alleen van toepassing op het Europese gebied van het Koninkrijk.

De Overeenkomst is een jaar geldig, te rekenen van de datum van inwerkingtreding af, en wordt elk jaar stilzwijgend verlengd, behoudens opzegging door één der Overeenkomstsluitende Partijen, zes maanden voor het verstrijken van de geldigheid van de Overeenkomst.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe bevoegd gemachtigd, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN te Praag, 15 november 1967, in twee oorspronkelijke exemplaren in de Franse taal.

Voor de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden:

(w.g.) J. LUNS

Voor de Regering van de Socialistische Republiek Tsjechoslowakije:

(w.g.) INDRA

D. GOEDKEURING

De Overeenkomst behoeft ingevolge artikel 60, lid 2, van de Grondwet de goedkeuring van de Staten-Generaal alvorens in werking te kunnen treden.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van de Overeenkomst zullen ingevolge artikel 19, eerste lid, in werking treden op de dag waarop door de beide Regeringen nota's worden gewisseld, waarin wordt medegedeeld dat de Overeenkomst in overeenstemming met de grondwettelijke bepalingen van beide Staten is goedgekeurd.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, zal de Overeenkomst ingevolge artikel 19, lid 2, alleen voor Nederland gelden.

J. GEGEVENS

Van de op 15 juni 1959 te Praag tot stand gekomen Betalingsovereenkomst tussen de Benelux Economische Unie en de Tsjechoslowaakse Republiek, welke een Overeenkomst is als bedoeld in artikel 14 van de onderhavige Overeenkomst, is de tekst geplaatst in *Trb.* 1959, 95. Zie ook *Trb.* 1965, 194.

Uitgegeven de vijftiende december 1967.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
J. LUNS.